

De par la nature de notre système de gouvernement, nous nous attendons à ce que les députés d'opposition critiquent, fassent des suggestions concrètes et raisonnables sur la façon dont on peut améliorer l'accord de libre-échange, mais les députés d'opposition ont préféré tâtonner et fendre les cheveux en quatre, déformer les faits, faire de la fiction et propager effrontément des sentiments anti-américains dans leurs efforts pour détourner l'attention de ce qui est une réalisation très importante de notre gouvernement.

L'opposition a essayé de faire croire que l'accord de libre-échange empiétait ou avait une incidence sur notre culture, le développement régional, nos offices de commercialisation, Radio-Canada et sur nos services sociaux comme l'assurance-santé, l'assurance-chômage, la sécurité de la vieillesse, les garderies d'enfants, l'éducation, le bien-être social, sans parler des toutes dernières critiques au sujet de l'eau, imaginez-vous. Quelle absurdité! Quelle pure absurdité! Malgré tous les beaux discours superficiels et les acrobaties verbales auxquelles se sont livrés certains des députés présents aujourd'hui à la Chambre, tous ces programmes sont entièrement canadiens et le demeureront.

L'opposition en est réduite à une position qu'un éditorial du *Globe and Mail* décrivait de façon très pertinente en ces termes: «Moins il y a de quoi se plaindre, plus les opposants au libre-échange exagèrent dans leurs comparaisons, leur métaphores, leurs épigrammes, leurs prophéties et leurs sermons».

Maintenant qu'il me reste une minute, j'aimerais évoquer la force et l'ingéniosité des Canadiens, et leur donner l'assurance que notre identité canadienne n'est pas menacée par l'accord de libre-échange. Comme le disait l'honorable Gerald Regan, ex-ministre du Commerce extérieur dans le gouvernement libéral, la meilleure garantie de protection pour notre souveraineté et notre culture, c'est le maintien d'une économie forte—le libre-échange avec le plus grand marché du monde. Ou, comme le disait M. Richard Lipsey, conseiller économique principal à l'Institut C.D. Howe, pour faire honneur au pays et à l'identité nationale il faut comprendre qu'il ne s'agit pas là de notions purement superficielles mais de choses admirables qui ont des racines profondes, et quelles que soient les politiques sensées que nous suivions à l'avenir, fussent-elles inopportunes, la fin de notre identité canadienne n'est pas pour demain.

Des voix: Bravo!

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, c'est un plaisir d'intervenir dans ce débat. Je regrette cependant que le gouvernement ait décidé de limiter le débat à cinq jours seulement sur une question qui est à mon avis la plus importante du siècle pour le Canada. En fait, elle risque de marquer la fin du pays.

Le ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie) tempête sur cette question depuis qu'il a accédé au portefeuille. Mais la vérité c'est que l'accord commercial perd de plus en plus la faveur du public depuis son arrivée au portefeuille...

M. Crosbie: Jamais de la vie.

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

M. Cassidy: ... à tel point que la majorité des Canadiens sont maintenant opposés au libre-échange, alors qu'au début il avait une très infime majorité de partisans. Je voudrais lire une lettre de Mary Anne Burke, une de mes électrices. Elle dit:

Avant lu les textes publiés par le gouvernement fédéral pour faire accepter l'idée du libre-échange par les Canadiens (le récent encart joint à mon chèque d'allocations familiales et le Synopsis consacré à l'accord de libre-échange canado-américain par les Affaires extérieures que ma gamine de 12 ans a rapporté de l'école, par exemple), je ne puis m'empêcher de me demander ce qui nous distingue des sociétés centralisées où les citoyens et même les écoliers sont constamment gavés d'une propagande qui ne diffuse que la conception gouvernementale de la réalité.

Voici ce que je vous demande, puisque vous êtes mon député: d'abord, de me faire savoir à moi et aux autres contribuables combien de notre argent est allé à la propagande du libre-échange, et ensuite de me dire si on va utiliser un montant égal pour me faire connaître à moi et aux autres Canadiens l'envers de la médaille, afin que nous puissions choisir en connaissance de cause, comme nous en avons le droit et la responsabilité.

M. Crosbie: Vous devriez avoir honte.

M. Cassidy: Voici également la lettre de Howard Schwartz, un électeur de ma circonscription. Je rapporte l'opinion des Canadiens. Si cela n'intéresse pas le ministre du Commerce extérieur, si ce dernier ne veut pas savoir ce que pensent les simples citoyens, il ne devrait pas alors faire partie du gouvernement. C'est l'une des raisons pour lesquelles mon parti réclame des élections dès maintenant, pour que M^{me} Burke, M. Schwartz et leurs semblables aient voix au chapitre.

M. Crosbie: Mal lui en prenne!

M. Cassidy: Quatre-vingt pour cent des électeurs de ma circonscription que j'ai consultés demandent la tenue d'élections avant que l'accord commercial avec les États-Unis ne soit scellé.

Voici l'opinion de M. Schwartz, que je cite: «Si le Canada veut être un concurrent industriel de calibre mondial à l'aube de l'an 2000, le gouvernement canadien se doit de soutenir et de protéger les industries canadiennes prometteuses. Il doit venir en aide aux secteurs de la fabrication et des services qui sont capables de livrer concurrence aux produits fabriqués en Asie et en Europe.» Cela exige que le Canada ait une stratégie industrielle.

Je lisais justement ce matin un article de Jim Gillies, qui fut député, ministre et conseiller du gouvernement conservateur, et qui réclame lui aussi une stratégie industrielle au Canada. Nous ne serons pas en mesure d'en mettre une en oeuvre si l'accord commercial qu'on nous propose est adopté.

Hier, j'ai entendu le leader parlementaire du gouvernement parler du Canada qui est grand et du Canada qui est petit. Le terme «petit» englobe tous les simples Canadiens qui ne partagent pas le point de vue conservateur: ce sont les salariés, les habitants des petites municipalités, les syndicalistes, les membres du réseau pro-canadien. Des membres du Conseil des Canadiens montent la garde sur la colline du Parlement depuis sept semaines, depuis que la Chambre des communes est saisie du projet de loi concernant l'accord de libre-échange. Ils entendent y demeurer tout l'été. Je tiens à leur rendre hommage. Ce sont, eux aussi, de simples Canadiens.